



Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

République Démocratique du Congo (RDC)

RAPPORT NARRATIF FINAL DU PROJET ISSSS « POUR UN DJUGU PACIFIQUE »

SEPTEMBRE 2020–DECEMBRE 2022.

<p>Titre du Projet : Pour un Djugu Pacifique : Cohésion sociale, réintégration économique, et engagement des jeunes et des femmes pour la pacification du territoire de Djugu</p> <p>Numéro de référence du projet au MPTF :</p>	<p>Province : Zone prioritaire ISSSS : Djugu, Territoire de Djugu, 8 secteurs ou chefferies affectés par l'activisme de CODECO. Pilier(s) ISSSS : (Dialogue Démocratique/ Sécurité/ RSA/ RRR/FPS)</p>
<p>Entités participantes de l'ONU Liste des entités ayant perçu des fonds directement du Bureau MPTF dans le cadre du Projet :</p>	<p>Partenaires d'exécution : Danish Refugee Council (DRC-DDG) lead du consortium avec Justice-Plus, Association des Jeunes Pour le Développement Communautaire (AJEDEC) et ASSOCITURI.</p>
<p>Budget total du Programme (en US\$) 3 024 000 USD</p> <ul style="list-style-type: none">• Budget pour le partenaire d'exécution : \$2 800 000• Budget pour l'agent de gestion 8% (PNUNO) : \$196 000 <p>AG Activités d'assurance financière : \$28 000</p>	<p>Durée du Programme Durée totale : 26 mois Date de démarrage : 01 septembre 2020 Date de fin : 31 Décembre 2022</p>
<p>Contact projet:</p> <p>Lead Manager: Alain Muhima/ alain.nyanguba@drc.ngo Lead M&E Officer: Emery Syaghuswa/ emery.syaghuswa@drc.ngo</p>	<p>Rapport soumis par:</p> <p>Head of Programs of Danish Refugee Council: Chloe Makiello / chloe.makiello@drc.ngo</p>

Abréviations

ACF	Action Contre la Faim
ADSSE	Association pour le Développement Sociale et Sauvegarde de l'Environnement
AGR	Activités génératrices de revenus
AJEDEC	Association des Jeunes pour le Développement Communautaire
API	Assistance en Protection Individuel
ASSOCITURI	Association des Ituriens pour le Développement et la Promotion de l'Ituri
AVEC	Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
CODECO	Cooperative for Development of the Congo
DAI	Développement Assistance International
DRC	Danish Refugee Council
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FCS	Fonds de Cohérence pour la Stabilisation
FOMI	Forum des Mamans de l'Ituri
HIMO	Haute Intensité en Mains d'œuvre
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation pour l'est de la RDC
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
MSF	Médecin Sans Frontière
MUSO	Mutuelle de Solidarité
NRC	Norwegian Refugee Council
P-DDRCS	Programme de Démobilisation, Désarmement, Relèvement Communautaire et Sociale
PNA	Programme National pour l'Alimentation
PNC	Police Nationale Congolaise
RN	Route Nationale
SFCG	Search for Common Ground
SOFEPAI	Solidarité Féminine pour la Paix et le Développement Intégral
SPC	Structure de Prise en Charge.
STAREC	Programme de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés
SSU	Stabilization Support Unit
SWOT	Strengths, Weaknesses, Opportunities et Threats

Partie 1 - Points saillants du projet

- **Contexte sécuritaire** : Durant la mise en œuvre du projet, le territoire de Djugu dans la Province de l'Ituri en République Démocratique du Congo (RDC) fait face depuis plusieurs années à la problématique des tueries perpétrées par des groupes armés de la Coopérative de développement économique du Congo (CODECO) et du Front populaire d'autodéfense en Ituri (FPAC)/Zaïre. Le bulletin d'information publié le 7 décembre 2021 par le bureau de coordination des affaires humanitaires des nations unies (OCHA) faisait état de plus de 85 500 personnes nouvellement déplacées dans le territoire de Djugu atteignant ainsi un total de 600 000 personnes déplacées¹ dans le seul territoire de Djugu fuyant les exactions de groupes armés.

Depuis mi-novembre 2021, les éléments armés ont multiplié les attaques contre les populations civiles dans le territoire de Djugu, ciblant ainsi les sites des personnes déplacées dans les zones de santé de Fataki et Drodro. Au moins 58 personnes étaient tuées, 13 blessées et des dizaines enlevées, au cours des incursions dans quatre sites de personnes déplacées dans le territoire de Djugu. Les premières attaques ont eu lieu en dates du 19 et 21 novembre 2021 à Tche ; à Drodro, le 25 novembre 2021 à Duka, et le 28 novembre 2021 à Hivo.

Ces agressions armées et d'autres incidents comme les attaques dirigées contre les acteurs humanitaires, ont considérablement restreint l'accès humanitaire, forçant ainsi 17 partenaires humanitaires à suspendre leurs opérations à travers le territoire de Djugu². Cette situation déplorable a motivé l'instauration de l'état de siège par le gouvernement de la RDC en Ituri et au Nord Kivu depuis le 06 mai 2021.

Malgré ce contexte sécuritaire aléatoire, les jeunes sont parvenus à adopter des comportements des acteurs de paix dans les 8 zones de mise en œuvre du projet « Pour un Djugu pacifique » et les autorités du territoire de Djugu ainsi que les membres du comité local de sécurité ont exprimé leur appréciation face à ce comportement lors des différentes réunions du Groupe de Travail Stabilisation (GTS) tenue à Djugu chaque fin du mois.

Dans la recherche des solutions durables, l'Administrateur du territoire et les chefs des différents secteurs ont rencontré à plusieurs occasions les leaders de CODECO dans le but de les amener à signer les cessez-le-feu entre eux d'une part et d'autre part, entre eux et les FARDC. Ces réunions étaient tenues dans les villages de Kpandroma et Pimbo à partir d'Avril 2022 et ont permis de signer un accord de cessez le feu.

Ces rencontres entre le gouvernement et le CODECO ont permis d'améliorer la situation sécuritaire le long de la route nationale numéro 27 dans le territoire de Djugu depuis Avril 2022. Sur le tronçon de cette route qui part de Bunia, la capitale provinciale, à la localité de Fataki, sur 90 km, les militaires de l'armée nationale sont placés tous les 5 kilomètres pour protéger les usagers de la route. En plus de cela, les casques bleus de la MONUSCO y organisent régulièrement des patrouilles pour renforcer la sécurité des populations.

Suite à ce déploiement des FARDC et MONUSCO, les véhicules de transport en commun et les camions contenant des marchandises circulent actuellement sans crainte. Les motards et piétons, parmi lesquels des élèves qui parcourent des longues distances à pied pour se rendre à l'école, circulent presque en toute insouciance³.

Selon les témoignages recueillis lors de la mission effectuée par le comité technique de suivi (CTS) en octobre 2022, le président de la jeunesse du territoire de Djugu et le chef de secteur de Balendu Pitsi ont mentionné que, l'enrôlement des jeunes au sein des milices a sensiblement baissé durant la

¹ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-rapport-de-situation-sur-la-crise>,

² <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/r-publique-d-mocratique-du-congo-rapport-de-situation-sur-la-crise#:~:text=Au%20moins%2058%20personnes%20ont,dans%20le%20territoire%20de%20Djugu>,

³ <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/ituri-les-populations-de-fataki-apprecient-lamelioration-de-la-situation-securitaire-dans-leur-contree>,

période de mise en œuvre de ce projet, plus particulièrement dans les 8 communautés ciblées, malgré la recrudescence de l'activisme des miliciens dans plusieurs localités du territoire de Djugu.

- **Implication des jeunes et femmes pour la promotion de la paix** : Les jeunes et les femmes regroupés en associations ont joué un rôle important dans le changement de comportement par leur implication dans la sensibilisation et la mobilisation des membres des communautés d'adopter un comportement pacifique pour le développement du territoire de Djugu. Pour y arriver, plus de 840 jeunes parmi lesquels plus de 40% de femmes étaient impliquées directement dans cette sensibilisation et dans les activités pour la cohésion sociale et la coexistence pacifique entre les communautés du territoire de Djugu.
- **Réintégration économique des jeunes** : Tout au long de la mise en œuvre du projet, 144 jeunes ont bénéficié du processus d'apprentissage professionnel de métiers : coupe et couture, menuiserie et mécanique automobile. Parmi eux, nous comptons 64 filles, soit 44,44% et 80 garçons, soit 55,5%. 848 jeunes à risque dont 39 % des filles étaient impliquées dans la réhabilitation et la construction des 8 infrastructures communautaires par l'approche HIMO dans la communauté de Nizi, Tchomia, Bule, Masumbuko, Blukwa, Kpandroma, Fataki et Pimbo. Cette approche permet une inclusion axée sur la participation où les membres des communautés restent au centre de toutes les activités de réhabilitation/constructions des infrastructures dans leur communauté. A cet effet, nous avons fait recours à la main d'œuvre locale pour réaliser les tâches de réhabilitation/construction des infrastructures communautaires pour renforcer la cohésion sociale et l'économie locale.

Par ailleurs, les performances liées à l'augmentation de l'économie de base issues des activités des 20 associations de micro crédit (AVEC et MUSO) appuyées en multiplicateur d'épargne, dans la relance des activités agricoles et pastorales par les groupements agricoles des bénéficiaires de ce projet et le progrès réalisé par certains membres des groupes AGR de Kpandroma, Fataki, Pimbo, Nizi et Tchomia sont des indicateurs qui démontrent la capacité de la population de Djugu à reconstruire son économie dans un environnement de cohésion sociale. Cependant, à Blukwa Masumbuko et Bule les associations de micro crédits n'ont pas bien évolués à cause du contexte sécuritaire très volatile dans la zone causée par les attaques du groupe armé CODECO.

- **Participation des femmes dans le processus de stabilisation** : ASSOCITURI sous l'accompagnement de DRC a appuyé la redynamisation des 58 associations féminines et la formation des 8 réseaux d'associations des femmes du territoire de Djugu. Ceci a permis à 180 femmes d'être impliquées dans la promotion du leadership féminin et du genre dans leurs communautés. Pour y arriver, à la suite des plaidoyers, les autorités ont signé des actes d'engagement soutenant et accompagnant les femmes de Djugu tout au long de la mise en œuvre du projet. Par conséquent, deux femmes ; dont une à Tchomia et une autre à Blukwa étaient nommés membres permanents dans le conseil local de sécurité.
- **Coordination des acteurs de la stabilisation** : Les efforts des tous les acteurs impliqués dans la stabilisation, en l'occurrence les jeunes et les femmes dans la cohésion sociale, la consolidation de la paix, le renforcement de cohabitation pacifique entre les communautés jadis en conflits ouverts dans le territoire ont poussé les autorités au niveau territorial ; l'Administrateur du Territoire et au niveau provincial ; le gouverneur militaire à travers le groupe de travail de stabilisation redynamisé par le projet, à s'impliquer dans la mise en œuvre des activités de stabilisation et du respect des actes d'engagement pris par les autorités au niveau local et provincial issus des actions de plaidoyer menés par les femmes (nomination de 2 femmes au sein du conseil de sécurité local à Tchomia et à Blukwa).

Le projet a également permis de réunir les acteurs impliqués dans la stabilisation autour du Programme DDRC-S à Bunia dans le but de vulgariser le Plan Opérationnel Provincial et National sur la stratégie de sa mise en œuvre dans la communauté. La participation de P-DDRCS dans les réunions de stabilisation et dans les missions suivis des activités du projet par le CTS a été un point positif car il a permis le renforcement de la collaboration entre la communauté, les partenaires de mise en œuvre et le gouvernement mais aussi l'appropriation des acquis du projet par le gouvernement.

Le projet s'est clôturé par une grande rencontre avec toutes les parties prenantes pour la restitution des résultats et l'identification des leçons apprises. Cette rencontre a été marquée par une grande implication des toutes les autorités locales (chefs des secteurs, groupements, villages), les leaders

communautaires (représentants des jeunesses, sociétés civiles, femmes), les bénéficiaires directes (représentants des AVEC, AGR Centre des formations professionnelles). Le but de cette rencontre était de matérialiser le principe de redevabilité et de mobiliser tous les membres des communautés afin qu'ils s'approprient les acquis du projet.

Partie 2 - La mise en œuvre

2.1 Aperçu

2.1.1 Aperçu financier
Budget total: 3 024 000 USD Fonds reçus au cours de la période de rapportage : USD Fonds cumulés reçus : USD (% du budget total) Fonds consommés pendant la période de rapportage : USD Fonds consommés cumulés : USD (% du budget total) En bonne voie : Oui / Non, commentaire.
2.1.2 Aperçu des progrès vers les résultats attendus
<i>Objectif Spécifique 1 : La cohésion sociale et la résilience intra et inter-communautaire sont renforcées avec un focus sur les jeunes à risque et les communautés affectées par le mouvement CODECO</i>
<i>Résultat 1 : L'inclusion sociale des groupes à risques (jeunes à risques et les communautés affectées par le mouvement CODECO) dans les communautés est renforcée</i>
<i>Acquis du projet (Impact sur la cohésion) :</i> Les jeunes et les femmes à risque de toutes catégories sont sensibilisés et encouragés à adopter un comportement pacifique dans toute la zone. Ces jeunes se sont appropriés les activités qui renforcent la cohésion sociale dans toute la zone (à travers les activités de sensibilisation, échanges intracommunautaires, plaidoyer, analyse du contexte sécuritaire, mise en place d'un système d'alerte précoce). L'appropriation de ces activités a facilité le renforcement du système sécuritaire dans la zone par les autorités locales. Le projet a ainsi ouvert la voie d'une part aux jeunes et d'autre part aux autorités politico-administratives et coutumières à échanger ensemble sur les défis de la cohésion à travers les activités des journées des portes ouvertes et d'échanges inter et intracommunautaire.
<i>Produit 1.1 : Les activités socioéconomiques de haute intensité en mains d'œuvre (HIMO) mises en place améliorent la cohésion sociale.</i>
<p>La mise en œuvre de ce projet a commencé par l'identification des jeunes à risque pouvant être impliqué dans les activités à haute intensité en mains d'œuvre afin de faciliter leur entrée dans le processus d'intégration communautaire pour renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique dans la zone de mise en œuvre. Avant l'identification de ces jeunes, DRC a organisé 10 consultations communautaires. 3 séances regroupant 105 participants dont 84 hommes et 21 femmes, étaient tenues à Fataki. Une consultation dans chaque communauté : à Nizi avec 35 participants dont 10 femmes et 25 hommes, Pimbo avec 35 participants (12 femmes et 23 hommes), Bulé avec 35 participants (10 femmes et 25 hommes), Kpandroma dont 35 participants (9 femmes et 26 hommes), Masumbuko dont 35 participants (15 femmes et 20 hommes), Blukwa dont 35 participants (13 femmes et 22 hommes), Tchomia 35 participants (8 femmes et 27 hommes).</p> <p>Au total, 383 personnes ont participé à ces consultations communautaires dont 252 hommes parmi lesquels 23 autorités locales (11 chefs des groupements et 6 chefs des secteurs/chefferies) et 131 femmes. À l'issue de ces consultations communautaires, les participants membres des 8 communautés ciblées ont mis en place 8 comités de sélection et 8 comités de gestion des plaintes dans le territoire de Djugu en raison d'un comité de sélection et gestion des plaintes dans chaque zone de mise en œuvre. Ces consultations communautaires ont permis d'impliquer les membres des communautés ciblées dans la mise en œuvre des activités afin d'assurer la pérennisation des activités après le projet d'une part et aussi de matérialiser le principe de la redevabilité/transparence d'autre part.</p> <p>Grâce à ces consultations, nous avons identifiés et sélectionnés 540 jeunes à risques dont 206 femmes et 334 hommes, répartis de la manière suivante selon les zones : Blukwa 75 jeunes (51 Hommes et 24 femmes), Nizi 54 jeunes (30 hommes et 24 femmes), Tchomia 75 jeunes (47 hommes et 28 femmes), Masumbuko 75 jeunes (54 hommes et 21 femmes), Kpandroma 75 jeunes (45 hommes et 30 femmes), Bule 72 jeunes (41</p>

hommes et 31 femmes), Pimbo 57 jeunes (30 hommes et 27 femmes) et Fataki 57 jeunes (36 hommes et 21 femmes).

Lors des consultations dans les 8 zones susmentionnées, certaines infrastructures communautaires étaient identifiées comme centre d'intérêt communautaire pouvant faciliter l'intégration socioéconomique et communautaire des jeunes à risque sélectionnés pour les travaux à hautes intensités en main d'oeuvre (HIMO) dont ; un bâtiment administratif du centre de santé de Pimbo, marchés commerciaux de fataki et Masumbuko, 4 points à Kpandroma, stade de football à Bulé, 10 km de route de desserte agricole à Blukwa, 5km de route (traitement de points chauds) à Nizi, et 2.1 km de voirie principale à Tchomia.

858 jeunes à risque repartis dans les 8 zones étaient impliqués dans l'exécution des travaux de réhabilitation et construction de ces infrastructures dont 100 jeunes à Pimbo (74 hommes et 26 femmes), 100 jeunes à Kpandroma (78 hommes et 22 femmes), 96 jeunes à Fataki (66 hommes et 30 femmes), 100 jeunes à Masumbuko (92 hommes et 8 femmes), 100 jeunes à Blukwa (94 hommes et 6 femmes), 112 jeunes à Nizi (50 hommes et 62 femmes), 150 jeunes à Tchomia (89 hommes et 62 femmes) et 100 jeunes à Bule (65 hommes et 35 femmes). Pour y arriver, les membres de la communauté ont mis en place un comité de gestion et de suivi des matériels afin d'assurer la transivité d'usage tout au long de la période de construction/réhabilitation par ces jeunes à risque. Ces comités sont constitués des trois personnes dont le président de la société civile, le président des jeunes et un jeune à risque qui travaille sur l'infrastructure.

Avant de commencer les travaux de réhabilitation/construction de ces infrastructures communautaires, ces jeunes à risque ont été sensibilisés sur les thématiques/thèmes ci-après ; la cohabitation pacifique, la cohésion sociale, la transformation des conflits, la gestion des stress, la gestion d'argent issu de ces travaux HIMO pour le développement socioéconomique dans les communautés ainsi que sur la résolution 2250 du Conseil de Sécurité de Nations Unies sur la participation des jeunes à toutes les initiatives de paix et de développement.

Au cours de la mise en œuvre du projet, DRC a tenu 127 séances de sensibilisation, dont 18 séances à Nizi, 13 séances à Pimbo, 15 séances à Fataki, 15 séances à Bule, 17 séances à Kpandroma, 14 séances à Masumbuko, 16 séances à Blukwa et 19 séances à Tchomia.

En plus des séances de sensibilisation avec les jeunes, toujours grâce à l'appui de DRC, le partenaire Justice plus a organisé des émissions sur 3 radios communautaires dont une émission à Bunia sur les antennes de la Radio Canal Révélation (RCR) une émission à Tchomia à la radio Umoja et une émission à Kpandroma à la Radio Tangazeni Kristo (RTK) sur le thème « Comment faire des jeunes les acteurs de cohésion sociale et la paix au sein des communautés »

IMPACT :

- ❖ Sur le plan cohésion sociale : 847 membres des différentes communautés en conflits (Hema, Lendu et autres) se rapprochent et échangent ensemble lors des activités de haute intensité à main d'œuvre (HIMO) dans la zone. Près de 5% des femmes sont encouragées par leurs communautés à prendre part aux débats et échangent des idées dans les instances de prise des décisions pour le développement socioéconomique de leurs zones.
- ❖ Sur le plan comportemental ou le bien-être : 138% des membres des communautés en conflits ont amélioré leur perception de la vie communautaire à travers la transformation des comportements orienté vers le social et la paix. Actuellement, grâce à une acceptation mutuelle, les membres des communautés ont commencé à cohabiter pacifiquement avec les autres⁴.
- ❖ Sur le plan économique : Grâce à l'approche HIMO, 70% des jeunes à risques identifiés par le projet ont pris part aux travaux des réhabilitations des infrastructures communautaires. Ceci a permis de liquider leurs dettes encaissées avant le projet, d'accroître leurs revenus et ainsi d'abandonner toute idée d'intégrer les groupes armés. A la fin des activités, 41 jeunes ont mis en place leurs AGR (Petit commerce, location de champ agricole, achats des semences agricole).
- ❖ Sur le plan éducation : Les jeunes à risque (2 à Fataki, 5 à Pimbo, 14 à Tchomia, 1 à Nizi, 3 à Bule) qui avaient des enfants dans des écoles, ont payé leurs frais scolaires.
- ❖ Sur la stabilisation : A l'occasion de la remise du centre de santé de Pimbo en date du 21 novembre 2022 qui a été réhabilité dans le cadre du projet, le chef de secteur de Walendu Djatsi a rapporté en disant que grâce aux activités HIMO, les jeunes sont devenus des acteurs de la paix et font des actions de monitoring sécuritaire à travers les sensibilisations communautaires sur la paix, le plaidoyer pour le renforcement de la sécurité et le signalement des mouvements de Groupe armé

⁴ Rapport endline du projet ISSS lié à l'indicateur du % des personnes qui pensent que le projet adresse le problème important de leur zone

pour renforcer la sécurité, la cohésion sociale et la promotion de la cohabitation pacifique dans les zones de mise en œuvre.

Produit 1.2 : Les jeunes sont capables d'identifier et d'analyser les risques de violence et sont actifs et engagés à mener des actions de pacification.

Au-delà des jeunes à risque qui ont travaillé avec l'approche HIMO, le projet a travaillé avec d'autres jeunes pour prévenir l'enrôlement dans les groupes armés. Ces jeunes étaient retrouvés, dans les associations des jeunes redynamisées pendant la mise en œuvre du projet « Pour un Djugu Pacifique » et les autres sensibilisés sur la mise en place et la création des associations des jeunes dans les zones au sein desquelles ces associations n'existaient pas.

Dans toute la zone, nous avons identifiés 8 associations des jeunes dont une à Masumbuko, dénommée 'Association des jeunes pour la Paix/Secteur de Walendu Tatsi', une à Bule: 'Réseau Communautaire pour la Protection de la personne humaine' (RECOP), une à Tchomia : 'Action pour le Bien Être Communautaire (ABIEC)', une à Nizi : 'Association Nationale des Initiateurs et Propriétaires de Taxis Motos du Congo (ANIPTMC)', une à Kpandroma: 'Association des jeunes pour la Paix (AJP)', une à Blukwa: Association des jeunes pour la paix en chefferie de Bahema Nord, une à Fataki : 'Association nationale des initiateurs des propriétaires des taxis moto au Congo, et une autre à Pimbo : Association des jeunes pour la paix.

Ces organisations des jeunes à base communautaire étaient accompagnées par les partenaires de mise en œuvre du consortium pour un Djugu pacifique dans les analyses SWOT « strengths, weaknesses, opportunities et threats » (forces, faiblesses, opportunités et menaces) pour identifier leurs faiblesses au niveau organisationnel et programmatique/opérationnel afin de les renforcer et les redynamiser pour qu'elles soient efficaces dans la lutte pour le renforcement de la cohésion sociale. A cet effet, 320 jeunes membres de ces associations dont 171 hommes et 149 femmes ont participé aux réunions organisées mensuellement avec en moyenne 40 participants de membres des associations par réunion.

Les membres de ces associations étaient encadrés par JUSTICE PLUS, l'un des membres du consortium du projet pour un Djugu pacifique. Durant toute la période de mise en œuvre du projet, 16 formations sur l'éducation civique, le Leadership et la résolution pacifique des conflits étaient réalisées dans les 8 zones d'intervention à raison de deux formations pour chaque zone (Nizi, Tchomia, Pimbo, Fataki, Masumbuko, Blukwa, Kpandroma, Bule). En somme, 601 jeunes dont 221 femmes et 389 hommes ont participé aux formations sur les techniques/méthodes de résolution collaborative des conflits, le leadership des jeunes et l'éducation civique, alerte précoce et droits humains.

Pendant la tenue des formations, les jeunes se sont engagés à sensibiliser les autres membres de leurs communautés sur les méthodes de résolution collaborative des différends, le bienfait de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique pour le développement de leurs communautés. Ces jeunes considèrent ces sensibilisations comme leurs contributions au renforcement de la cohésion sociale et de la stabilisation de la paix. Les jeunes ont rapporté avoir organisé 499 séances de sensibilisation au sein de leurs communautés respectives.

Après la redynamisation des associations des jeunes dans toute la zone de mise en œuvre, 540 jeunes dont 206 femmes et 334 hommes ont été identifiés au sein de ces associations pour commencer à mener des actions de la promotion de la paix et de la cohésion sociale en terme d'échanges et des discussions dans lesquels fora ces jeunes identifiaient des causes des violences communautaires et définissaient des stratégies de transformation des conflits et mitigation de ces violences communautaires dans la zone.

119 séances d'échanges et des discussions entre les jeunes et les autorités locales étaient tenues par les jeunes sous l'accompagnement du projet pour un Djugu pacifique à raison de 17 séances à Nizi, 12 séances à Pimbo, 14 séances à Fataki, 13 séances à Bule, 16 séances à Kpandroma, 14 séances à Masumbuko, 15 séances à Blukwa et 18 séances à Tchomia.

A l'issue des échanges et discussions autour des défis de la cohésion et de la cohabitation pacifique, le projet a permis de mettre en place 8 mécanismes communautaires de surveillance, analyse et communication des messages de violences et activités de mitigation et cela en raison d'un mécanisme dans chaque zone composée de 4 personnes, parmi lesquelles une femme.

IMPACT : 540 jeunes sont impliqués, très actifs dans l'analyse du contexte sécuritaire dans leurs zones et partagent activement les informations aux autorités locales pour les amener à s'approprier la question de la stabilisation de la paix dans la zone. Ces jeunes ont réalisé des actions de mobilisation communautaire sur

la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et d'autres aspects de la protection communautaire à travers les séances de sensibilisation sur les thèmes pertinents ci-après : la promotion des droits humains, la cohésion sociale, la cohabitation pacifique et le référencement. En moyenne, 52 séances de sensibilisation étaient organisées par zone dans les 8 zones en raison de 2 séances par mois pendant 26 mois.

8 organisations des jeunes regroupées sous le nom d'association des jeunes pour la paix sont actives dans le processus de stabilisation à travers les activités qui renforcent la cohabitation et cohésion sociale.

21 réunions de coaching et briefing sur les techniques de sensibilisation et redynamisation des comités d'alertes précoces dans les 8 zones d'intervention ont été organisées par Justice Plus et DRC sur le plan technique pour appuyer les membres de ces comités. Ceci est réalisé afin de leur permettre de bien accompagner les jeunes dans la sensibilisation/mobilisation communautaire dans le cadre de la mise en œuvre des activités qui sont incluses dans les plans communautaires.

Produit 1.3 : Les personnes touchées par les violences de Djugu bénéficient d'une prise en charge holistique à travers des activités de soutien psychosocial.

Les membres des associations redynamisées dans les 8 zones ont mis en œuvre des activités visant à renforcer la cohésion sociale et mitiger les violences communautaires, parmi lesquelles la prise en charge holistique des victimes des violences communautaires à travers les activités de soutien psychosocial dans toute la zone d'intervention du projet dans le but d'amener les membres des communautés et plus particulièrement les personnes traumatisées à retrouver une vie sociale et psychologique plus autonome au sein de leurs communautés locales.

870 cas identifiés par les leaders communautaires sous accompagnement des membres des associations des femmes et jeunes encadrés par DRC et ses partenaires présentent des signes de problèmes psychologiques dans les zones d'intervention au cours du projet. L'assistance apporté a pris la forme d'Assistance en Protection Individuelle « API », de référencements médicaux et d'assistance psychologique. 481 cas dont 285 femmes et 196 hommes ont été assistés en Assistance en Protection Individuel « API », 145 cas dont 115 femmes et 30 hommes référés auprès des centres de santé pour une assistance médicale, 154 cas dont 101 femmes et 53 hommes ont été assistés psychologiquement.

Dans le cadre d'accompagnement Psycho-social des 180 personnes pour intégrer la vie communautaire, DRC a organisé 14 séances de sociogrammes et psychodrames dans la période allant de Mars 2021 jusqu'en Aout 2022 dont 4 séances Masumbuko dont 3 hommes et 27 femmes, 2 séances à Blukwa qui ont mobilisées 9 hommes et 21 femmes, 4 séances à Nizi qui ont concernées 3 hommes et 27 femmes, 2 séances à Bule dont 12 hommes et 18 femmes ont pris part, 4 séances à Fataki dont 11 hommes et 19 femmes ont aussi pris part, 4 séances à Pimbo dont 7 hommes et 23 femmes ont participé.

Ces activités des sociogrammes et psychodrames visent à lutter contre le traumatisme et faciliter leur intégration ou réintégration au niveau communautaire et économique dans leurs localités. Au cours de la période de mise en œuvre, les membres des structures des jeunes accompagnés dans le cadre du projet « Pour Un Djugu Pacifique », ont organisé 48 réunions d'analyses du contexte sécuritaire dans les 8 zones d'intervention à raison de deux réunions par zone.

A l'issue de ces réunions, 117 cas 86 femmes et 31 hommes avaient des besoins dans le cadre d'une assistance médicale et ont été référés vers des centres de santé de référence et hôpitaux dans leurs zones. Au total, il y a eu 45 cas référencés à l'hôpital de Fataki, 23 cas référencés au centre de santé de référence de Pimbo, 15 cas référencés au centre de santé de Blukwa, 34 cas référencés au centre de santé de Nizi, pour des prises en charge médicale.

Produit 1.4 : La capacité de résilience et de cohésion sociale des jeunes à risques (hommes et femmes) affectés par le mouvement de CODECO est renforcée grâce aux activités sportives et culturelles

Dans le cadre de la préparation des activités de cohésion à travers des activités sportives intra et intercommunautaire dans toute la zone de mise en œuvre du projet « Pour Un Djugu Pacifique », un atelier regroupant les leaders communautaires et les autorités coutumières et politico-administratives venant de 8 zones de mise en œuvre du projet a été organisé à Bunia au mois de Novembre 2020 dans le cadre des activités de consultation communautaire dans un endroit neutre pour permettre aux participants de bien s'exprimer et échanger sur l'approche de mise en œuvre du projet. Cette activité a vu la participation de 45 personnes dont 41 hommes et 4 femmes. Au cours de l'atelier, les participants ont mis en place un calendrier avec des dates précises et les lieux où se joueront les matchs de football inter et intracommunautaire.

Pour renforcer et encourager la culture de la paix, des messages de cohabitation pacifique et de cohésion sociale étaient diffusés durant les matchs et il s'en est suivi 8 réunions de vulgarisation du calendrier et

préparation des différents matchs dans les 8 zones de mise en œuvre et à l'issue de ces activités, 15 matchs de football intracommunautaire ont été organisés dans toute la zone d'intervention du projet dans la période allant du janvier 2021 au Octobre 2022 et dans cette même période, un match intracommunautaire a été joué à Kpandroma par une équipe des filles et un match intercommunautaire a été joué à Bule entre les communautés Hema et Bule et Lendu de Kpandroma, soit au total 17 matchs ont été joués dans les communautés ciblées pour renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les communautés en conflit.

Les matchs communautaires pour la paix ont été renforcés par 20 activités culturelles (concerts, danses folkloriques, ...) au cours desquelles la participation de toutes les différentes communautés a été perceptible pour écouter les messages de paix et de cohésion sociale à travers des chansons conçues pour la paix. Dans le même sens d'idée, des journées portes ouvertes portées avec thème principal « comment renforcer la résilience des jeunes dans un contexte de conflit » étaient organisées par les jeunes et les femmes membres des associations accompagnées par le partenaire Justice Plus sous l'appui technique de DRC.

Au total 111 séances des journées portes ouvertes ont été tenues dans une période allant du Janvier 2021 au Novembre 2022 dont 16 séances à Nizi, 11 séances à Pimbo, 13 séances à Fataki, 13 séances à Bule, 15 séances à Kpandroma, 12 séances à Masumbuko, 14 séances à Blukwa et 17 séances à Tchomia. Ces journées portes ouvertes ont connu la participation de 540 jeunes dont 206 femmes et 334 hommes ainsi que 48 autorités locales et leaders communautaires (40 hommes et 8 femmes). 15 séances de barza intracommunautaires et un barza intercommunautaire⁵ pour la paix étaient tenues dans la zone de mise en œuvre du projet. 556 personnes ont participé à ces barzas (232 femmes et 324 hommes). Les activités des barzas inter et intracommunautaires ont permis aux différentes communautés d'échanger sur leurs différends et choisir les modes de leurs résolutions sans recourir à la violence et cela dans le but de renforcer la cohésion sociale dans leur localité. A l'issue de ces activités, les participants ont pris des engagements pour l'appropriation des activités d'échange sur leurs différends pour le développement économique et social de leurs communautés afin de renforcer la cohésion sociale et ont plaidé auprès du gouvernement congolais pour la restauration du système de la justice transitionnelle dans la zone en faveur de la cohésion sociale et de la stabilisation de la zone en général.

Objectif Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit dans le territoire de Djugu.

Résultat 2 : La réintégration économique des membres des groupes à risque et communautés affectée est améliorée.

Acquis du projet (Impact sur la cohésion) : la mise en œuvre du projet pour un Djugu pacifique a permis :

- Le rapprochement des membres des communautés en conflit en créant un espace de dialogue social entre eux.
- Le renforcement de la résilience communautaire par la création de l'emploi (mise en place des AVEC, MUSO et Activités Agro-Pastorales) pour les jeunes à risques pour répondre aux besoins vitaux de la famille.
- Mitiger les risques d'adhésion des jeunes à risque dans les groupes armés grâce aux activités intégratives communautaires et la lutte contre la discrimination et l'inégalité des opportunités.
- Dans le cadre de la pérennisation d'activités socioéconomiques, les membres des AVEC, MUSO et regroupements agro-pastoraux mis en place et redynamisés par le projet ont acheté des champs (2 ha à Fataki, deux champs de 8 ha, de 6 ha à Kpandroma et un champ de 9 ha à Tchomia) et loué d'autres. Pour le mois de novembre, les membres des AVEC de Kpandroma ont loué trois champs de cafés, un champ pour 20 ans, un autre pour 8 ans et enfin pour 6 ans.

Produit 2.1 : Les capacités économiques des ménages et la cohésion sociale entre les membres des communautés affectées par le mouvement CODECO sont améliorées au travers les activités socioéconomiques

8 groupements agricoles avec 365 membres dont 176 femmes et 189 hommes ont été créés par les membres de la communauté ciblée par le projet et appuyés par AJEDEC sous l'accompagnement technique de DRC avec les intrants agropastoraux (semences agricoles composés des : pommes de terre ; haricots ; maïs ; Soja ; choux ; pastèques ; tomates ; aubergines ; poireaux ; eucalyptus ; cafés ; canne à sucre ; ananas ; oranges ; mangues ; citrons ; cyprès ; chaine argentin) et (géniteurs d'animaux composés des : chèvres ; moutons ; canards ; poules) : 14 géniteurs pour chaque groupement agricole : Pimbo, Masumbuko, Kpandroma, Tchomia, Nizi et Blukwa. Par contre, à Fataki et à Bule, la somme de 1400 dollars prévue pour l'achat des

⁵ Les Barza sont des séances dont le fond porte sur les dialogues entre les parties en conflit et non des structures permanentes comme c'est le cas sous d'autres lieux.

générateurs a été orientée vers l'achat des moulins et construction de hangar pour moulin sur demande des bénéficiaires. Les membres de ces regroupements pensent qu'il serait difficile de se déplacer avec les animaux étant donné que c'était dans une période d'insécurité généralisée dans la zone.

Au total, 7 moulins ont été achetés dont 6 petits moulins à Fataki et un autre moulin à Bule des 7 hangars pour chaque moulin. Ces activités agro-pastorales ont facilité le renforcement des tissus économiques des ménages des jeunes/femmes à risque par vente de leurs productions agricoles et la cohésion sociale/cohabitation pacifique entre les communautés pendant les travaux champêtres dans la zone. Il à signer que ces champs sont des espaces d'échange et des discussions sur les problèmes que connaissent les différentes communautés et sur les stratégies pour les contourner.

Dans le cadre de l'encadrement technique des groupements agro-pastoraux qui consiste à les accompagner sur les techniques de semis, sarclage des champs pour les activités agricoles et encadrement technique pour les activités pastorales avaient avec un focus sur les traitements des bêtes malades par les vétérinaires de l'AJEDEC.

20 missions de suivi des activités agro-pastorale ont été organisées à raison d'une mission par mois dans toute la zone de mise en œuvre du projet.

Produit 2.2 : La réintégration socioéconomique des jeunes à risque et communautés affectées est améliorée au travers les diverses formations en métiers professionnels, sur les compétences de vie, gestion financière, prévention des conflits.

Une étude de marché axée sur les filières porteuses a été effectuée au mois de décembre 2020 dont les résultats nous ont facilité dans l'orientation des choix des filières qui sont accessible et rentable. 144 jeunes à risque qui vont suivre les formations en métiers professionnels étaient sélectionnés par les leaders communautaires. Cette sélection a été facilité via le comité de sélection et comité de gestion dans le but de renforcer la transparence et gestion des plaintes dans le processus des choix des bénéficiaires.

14 sur 10 atelier solidaires prévu pour permettre aux apprenants de se rencontrer et travailler ensemble dans une cohésion ont été construits: 2 ateliers de couture et de menuiserie à Tchomia ; 1 atelier de mécanique à Nizi ; 1 atelier de couture et un hangar moulin à Pimbo ; 2 ateliers de couture et de mécanique à Fataki ; 1 atelier de couture à Bule et 2 hangars moulin ; 1 atelier de couture et 1 hangar moulin à Blukwa ; 1 atelier de menuiserie à Masumbuko et 1 atelier de couture à Kpandroma et 144 personnes membres de ces ateliers dont 68 femmes et 76 hommes et appuyés en kits de démarrage.

Ces AGR intégratrice socioéconomique ont facilité le rapprochement des jeunes femmes et garçons à risque et ont renforcé la cohésion sociale et la cohabitation pacifique grâce à son approche communautaire et inclusive axée sur la participation de toutes couches communautaires de la zone.

IMPACT : Le projet a renforcé et maintenu les dialogues sociaux entre les membres des différentes communautés au sein des centres du développement des compétences professionnelles et techniques dans le but de renforcer la coexistence pacifique et la cohésion sociale au sein de la communauté de la zone.

Ces activités ont offert à toutes la jeunesse une espace d'égalité d'opportunités économique et renouveler les sentiments de justice qui les a permis de renforcer une résilience (création de 2828 emplois) dans la situation fragile pour la cohabitation pacifique et cohésion sociale.

Le projet a participé à réduire le chômage des jeunes et femmes à risque pour subvenir aux besoins vitaux de leurs familles et cela les a empêché d'adhérer au sein des groupes armés dans la zone.

Produit 2.3 : L'autonomisation des femmes et des jeunes en risques est renforcée à travers les activités génératrices de revenus et l'accès aux crédits.

Une étude de marché sur les AGR porteuses a été réalisée au mois de décembre 2020 dans toute la zone et les résultats ont facilité l'orientation et les choix des AGR porteuses pouvant aider l'intégration des jeunes et autre catégorie des personnes touchées par la crise dans le territoire de Djugu.

527 membres dont 236 hommes et 291 femmes sur 455 membres prévu par le projet ont bénéficié de l'accompagnement et de l'encadrement technique et financier dans la mise en place 45 AGR intégratrices au sein de la communauté des Fataki, Pimbo, Kpandroma, Masumbuko, Blukwa, Tchomia, Bule, Nizi. 17 types d'AGR ont été mis en place et appuyés en kits de démarrage : AGR de vente des poisson, AGR charge des téléphones, AGR grillage des poulets, AGR Vente d'huiles, AGR Vente des carburant, AGR Moulin, AGR Vente produits agricoles, AGR Boulangeries, AGR Vente des friperies, AGR Vente des braises, AGR Coiffures, AGR Tissage paniers, AGR Vente des divers, AGR Briqueteries, AGR Vente d'eau et sucrerie, AGR Vente des farines, AGR Boucherie.

5 Mutuelles de Solidarités (MUSO) avec une implication de 93 membres dont 47 femmes et 46 hommes ont été mise en place/ créées des Fataki : MUSO Maendeleo 20 membres (8 femmes et 12 hommes), des

Pimbo : MUSO Union fait la force 10 membres (3 femmes et 7 hommes), des Kpandroma : MUSO Tuendeleye avec 20 membres (4 femmes et 16 hommes), des Masumbuko : MUSO Umoja avec 23 membres (12 femmes et 11 hommes), des Tchomia : MUSO Umoja avec 20 membres toutes sont des femmes.

Au-delà de cet appui technique pour chaque type d'activités intégratrices socioéconomiques dans la zone, les membres des MUSO ont bénéficié d'un appui financier pour accroître leurs revenus à travers l'octroi des crédits entre les membres pour faire évoluer leurs chiffres d'affaires dans les différentes communautés. Il y a eu des coaching et formations sur la gestion organisationnelle des AVEC, MUSO, AGR et 2 séances de formation sur la gestion financière (GERME : gérer mieux son entreprise) ; 1 formation sur l'entrepreneuriat dans toutes les zones de mise en œuvre du projet.

Ces renforcements des capacités de ces bénéficiaires ont conduit à des cotisations hebdomadaires pour certaines et mensuelles pour d'autres afin de faciliter de l'accès aux crédits. Au total, 20 associations de microcrédits ont été créées, renforcées et appuyées depuis l'année 2021. Elles sont 2 à Nizi, 2 à Tchomia, 3 à Pimbo, 2 à Fataki, 3 à Kpandroma, 4 à Bule, 2 à Drodoro et 2 à Masumbuko en Territoire de Djugu.

Objectif Spécifique 3 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation, et sont reconnues comme actrices de changement social

Produit 3.1 : Les femmes sont organisées au sein des structures locales en base communautaire et sont formées sur les différentes thématiques liées à la promotion de la femme.

53 associations féminines ont été identifiées dans la zone et 180 femmes membres ont été déléguées parmi lesquelles 22 à Fataki, 22 à Bule, 22 à Nizi, 22 à Pimbo, 23 à Tchomia, 23 à Kpandroma, 23 à Blukwa et 23 à Masumbuko)

Ces structures féminines ont été accompagnées par DRC et ASSOCITURI dans la création et la mise en place des 8 réseaux d'associations féminines. Cet accompagnement a permis de renforcer ces associations sur le plan organisationnel à travers les séances de coaching sur l'élaboration des différents outils/documents administratifs (outils de gestion de l'administration, ressources humaines, statuts et autres documents), l'élaboration des outils des programmes/ mises en œuvre (plans communautaires, élaboration des rapports, des termes des références, élaboration des projets des paix, élaboration d'une note de plaidoyer, préparation des missions, organisation des activités des sensibilisations et autres). En outre il s'agissait de les encourager à faire en sorte que ces OBC respectent le principe d'inclusion pour le bon fonctionnement et la durabilité de leurs organisations et suivi des 14 formations des renforcements des capacités sur certains thèmes transversaux en faveur de la cohésion sociale.

Dans sa stratégie de la pérennisation des activités du projet, 21 membres leaders des associations féminines, agent de terrain d'ASSOCITURI, membres du consortium, agents des services étatiques avaient reçu une formation des formateurs sur le leadership féminin, les instruments juridiques des droits de la femme et droits humains, l'autonomisation des femmes, les techniques de plaidoyer, de négociation et de médiation. Tout au long de la mise en œuvre du projet, les 180 femmes issues de 58 associations féminines identifiées regroupées en 8 réseaux des associations féminines étaient formées sur les thématiques liées à la promotion de la femme (le leadership féminin, les instruments juridiques des Droits de la femme, l'autonomisation des femmes, technique de plaidoyer, de négociation, de médiation) et technique des mobilisations communautaires et le COVID-19.

Ce renforcement des capacités a permis, aux 58 organisations féminines regroupées au sein de 8 réseaux d'associations des femmes sous l'accompagnement technique d'ASSOCITURI de mettre en place des outils de gestion des ressources humaines, de gestion des données, de rapportage de leurs activités, de suivi des séances de coaching.

Par ailleurs, ces 8 groupements d'associations féminines (le réseau des associations féminines de Tchomia, de Nizi, de Kpandroma, de Fataki, de Bule, de Blukwa, de Masumbuko et de Pimbo) avaient reçu chacun les outils nécessaires pour leur fonctionnement : Il s'agit de : 8 téléphones pour remonter les alertes précoces, 8 mégaphones pour faciliter les sensibilisations de masse, 36 paires de piles pour les mégaphones, 10 classeurs pour le classement des documents, 5 cartables et un flash disc pour l'enregistrement des émissions de sensibilisation et le stockage des documents électroniques.

157 réunions étaient tenues par le réseau avec un accompagnement technique du projet et une participation des 3 140 participations qui en majorité étaient des femmes membres issues des 58 associations féminines. Ces réunions portaient sur l'analyse et l'évaluation des situations de protection dans les zones d'intervention du projet.

A l'issue de ces réunions, les femmes ont identifié les thèmes de sensibilisation de la communauté sur la cohésion sociale, cohabitation pacifique, droits de la femme, l'auto-référencement des victimes et ainsi que les questions qui nécessitent une action de plaidoyer au niveau local et provincial.

L'analyse de la participation des femmes à la gouvernance sécuritaire et l'implication des femmes dans toutes les activités de stabilisation ou humanitaires réalisées par différents acteurs dans leurs communautés, la situation sécuritaire et de protection dans leurs communautés, l'identification, la documentation et la prise en charge des cas de protection était au centre des différentes actions menées par les femmes et 98% des personnes enquêtées dans la zone de mises en œuvre du projet lors de l'évaluation finale⁶.

En plus de cette participation des femmes, 80% des membres des communautés ont reconnu que les femmes influencent la prise de décision dans ces sessions de dialogue grâce à leur participation active aussi bien que par leur participation dans les réunions sécuritaires organisées par les autorités territoriales et autres foras de stabilisation dans la zone. Il est aussi important de noter que les femmes n'ont pas été impliquées uniquement dans les activités liées à la recherche de la paix mais dans toutes les activités organisées par DRC et ses partenaires sur le terrain pour les amener à s'approprier l'approche de stabilisation après le projet.

Produit 3.2 : Les femmes et les jeunes filles participent dans des instances de prise des décisions à tous les niveaux.

Une réunion de plaidoyer a été organisée en date du 1^{er} septembre 2022 par les femmes du territoire de Djugu avec la participation du Gouverneur de la province d'Ituri sur la question de leurs participations dans les instances de prise des décisions. 16 femmes (Deux femmes par zone) avaient présenté aux autorités provinciales la problématique liée à l'exclusion de la femme dans les instances de prise des décisions en faveur de la cohésion sociale. Le Vice-gouverneur, le représentant de la MONUSCO, le représentant du SSU, le comité provincial de sécurité, la société civile, la division provinciale du genre, le PDDRCS, quelques membres des associations féminines de Bunia, les représentants des jeunes avaient participé à cette action de plaidoyer.

L'autorité provinciale s'est engagée à veiller à la participation des femmes à tous les niveaux et a promis son soutien à toutes les activités menées par les femmes pour la pacification de l'Ituri. Une autre action de plaidoyer pour renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les couches des différentes communautés, a été menée par les femmes bénéficiaires du projet qui se sont réunies le 2 septembre 2022 autour des autorités territoriales de Djugu dans le but de les amener à renforcer la sécurité par l'implication/la participation des femmes dans les instances de prise des décisions. Un acte d'engagement en faveur de la participation des femmes à tous les niveaux et leur appui à toutes les activités communautaires a été signé en date du 2 septembre 2022 par l'autorité territoriale (Administrateur du Territoire de Djugu).

Apart ces actions de plaidoyer au niveau territorial et provincial, les femmes se sont mobilisées pour faire comprendre aux différents chefs de groupements et chefferies de prendre en compte les opinions des femmes dans leurs entités en faveur de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique afin de stabiliser la paix dans le territoire de djugu.

Ces femmes ont mené 8 actions de plaidoyer aux tours des chefs des chefferies/secteurs et groupements à Blukwa, à Bule, à Fataki, à Masumbuko, à Nizi, à Pimbo, à Kpandroma et à Tchomia.

Toutes ces actions de plaidoyer commençaient par explication des activités mise en œuvre par les femmes en faveur de la cohésion sociale et leurs engagements pour accompagner le processus de la stabilisation en renforçant les tissus de la cohésion et cohabitation au sein des communautés locales du territoire de djugu.

Quatre actes d'engagement pour la participation des femmes à tous les niveaux appuyer toutes les activités des femmes dans leurs entités ont été signé par les autorités au niveau de la chefferie.

Produit 3.3. Les femmes mènent des actions visant le changement social et la prise en compte du genre

La participation des 36 femmes à 15 réunions de comité local de sécurité élargie dans leurs chefferies et secteurs est le résultat des actions de plaidoyer menées par les femmes dans le territoire de djugu.

Une femme de Nizi et une de Blukwa ont été nommées membres permanentes du conseil local de sécurité (CLS) chacune dans sa chefferie. Les femmes sont maintenant représentées dans les conseils locaux de sécurité de proximité (CLSP) à Bule, à Fataki, à Masumbuko, à Pimbo, à Kpandroma et à Tchomia. Cette

⁶ Le résultat du rapport d'évaluation finale pour projet pour un djugu pacifique en Novembre par un consultant externe

participation des femmes à ces réunions de sécurité contribue à améliorer la gouvernance sécuritaire dans ces entités et facilite la promotion des Droits de la femme dans la zone.

16 femmes représentantes des 8 réseaux des associations féminines par le projet ont mené une action de lobbying pour la participation et implication de la femme de l'Ituri dans les instances de prise de décision en faveur de la cohésion sociale auprès de son Excellence Monsieur le Gouverneur militaire de l'Ituri et auprès de l'administrateur militaire du Territoire de Djugu.

Vue la pertinence du message présenté par les femmes, l'autorité provinciale représentée par le Vice-gouverneur a réitéré la détermination de l'autorité provinciale à s'impliquer pour la pérennisation des actions de pacification menées par les femmes dans le territoire de Djugu.

Quant à l'Administrateur de Territoire de Djugu, son acte d'engagement signé a été transmis aux chefs des groupements pour son application par les responsables de ces entités administratives et c'est à partir de là que les femmes ont commencé à participer aux différentes réunions des sécurités organisées par les autorités locales dans la zone.

IMPACT : Signature des 4 actes d'engagements pour l'implication de la femme dans les instances de prise en décision par le gouverneur, l'Administrateur du Territoire de Djugu, et les chefs des secteurs/chefferies et deux femmes nommées dans les conseils locaux de sécurité à Nizi et Blukwa. L'implication active des autorités pour la promotion des droits de la femme (accompagner les femmes dans la mise en œuvre des plans communautaires).

Produit 3.4 : Les femmes mènent des actions visant le changement social et la prise en compte du genre

Après la redynamisation des structures des femmes à travers les différentes formations et renforcements des capacités sur les différentes thématiques pour la promotion de la cohésion sociale et de la cohabitation pacifique, 72 femmes membres des associations féminines avaient été briefées à Blukwa, Bule, Kpandroma, Masumbuko, Fataki, Nizi, Pimbo et Tchomia) sur l'élaboration d'un plan d'action communautaire. A cet effet, 8 plans d'actions communautaires avaient ainsi été élaborés.

Ces plans d'actions communautaires qui englobent plusieurs activités avaient pour objectif le renforcement de la cohésion sociale et de la pacification du Territoire de Djugu.

A cet effet, 141 séances de sensibilisation sur différentes thématiques et de médiations avaient été tenues par les associations féminines dans les 8 groupements. 19 377 personnes dont 10 554 femmes et jeunes filles (54,4%) avaient été ainsi sensibilisées.

Ces sensibilisations portaient généralement sur la lutte contre les violences sexuelles : 65 sensibilisations réalisées pour 12 338 personnes touchées dont 6 225 femmes et jeunes filles. Soit 50%, sur la cohabitation pacifique : 18 sensibilisations réalisées pour 1 137 personnes dont 694 femmes et jeunes filles sensibilisées. Soit 61%, sur la paix et la sécurité : 22 sensibilisations réalisées pour 2 602 personnes sensibilisées dont 1 540 femmes et jeunes filles. Soit 59%, sur l'autonomisation de la femme : 5 sensibilisations réalisées pour 268 personnes dont 145 femmes (54%) et 123 hommes, sur l'éducation des enfants, la santé, la protection de l'environnement, le droit de l'enfant : 31 sensibilisations réalisées pour 3 032 personnes participantes dont 1 950 femmes et jeunes filles. Soit 64%.

Pour bien documenter les incidents de protection, et accompagner les victimes à travers la prise en charge psychosocial, une séance de renforcement des capacités des membres des associations féminines sur la Protection Communautaire a été tenue à Masumbuko regroupant les participantes de Blukwa et de Masumbuko, à Bule pour les bénéficiaires de Bule et de Pimbo, à Tchomia pour les bénéficiaires de Tchomia et de Nizi et à Fataki pour celles de Fataki et de Kpandroma dans la période du 6 au 17 octobre 2021. Cette formation portait sur les notions de la protection communautaire, monitoring de protection, référencement des cas de protection, prise en charge de victime de VBG et écoute active.

Après ce renforcement des capacités, 511 cas de protection avaient été identifiés et documentés dans les 8 groupements par les associations féminines. 45 cas nécessitant une prise en charge médicale étaient assistés en Kit PEP. Parmi ces 45 survivantes des violences sexuelles, il y avait 28 cas de prise en charge médical.

Et pour faciliter une écoute active des victimes de violation des droits humains et VBG dans un endroit sûr, trois maisons d'écoute avaient été construites par la communauté sous l'accompagnement technique des membres du consortium à Tchomia, à Nizi et à Pimbo.

Les salles de réunion dans ces maisons d'écoute constituent une activité génératrice des revenus pour ces associations féminines.

Il est à signaler que les autres groupements Fataki, Bule, Blukwa, Masumbuko et Kpandroma avaient bénéficiés en lieu et place de la maison d'écoute à travers les réseaux des associations féminines chacun 900 USD dans le but de mettre en place une AGR pour faciliter leurs autonomisations financières et permettre la pérennisation des activités des sensibilisations après la fin du projet.

Un mécanisme communautaire d'alerte précoce avait été développé par les 8 réseaux d'associations féminines bénéficiaires du projet dans chaque communauté ciblée. Ce mécanisme ressort de la mise en œuvre de l'approche de protection communautaire impliquant tous les membres de la communauté. Il s'agit de la mise en œuvre des activités de protection incluses dans les plans d'action communautaire.

Le projet avait accompagné ces mécanismes de protection avec un téléphone et du crédits téléphoniques pour faciliter la transmission des informations de protection.

Huit séances d'échanges et des discussions à raison de 2 séances par zone entre les femmes de différents secteurs ou chefferies du territoire de Djugu avaient été tenus pour consolider la cohésion sociale et conjuguer les efforts de leur engagement dans le processus de pacification. Les défis que les femmes rencontrent dans la mise en œuvre des plans d'actions communautaire (non accompagnement par les autorités dans la mise en œuvre du plan d'action communautaire, non prise en compte de l'opinion de la femme dans le processus de stabilisation) et l'identification des leçons apprises étaient au centre de ces échanges dans toute la zone de mise en œuvre du projet. Ces échanges regroupaient les femmes de Tchomia, Nizi, Masumbuko, Blukwa, de Bule, de Pimbo, de Fataki et de Kpandroma.

Il est à noter que les échanges ne se sont pas limités seulement aux associations féminines bénéficiaires du projet, mais avaient été élargie aux communautés voisines des groupements d'intervention.

Objectif Spécifique 4 : Le projet est redevable aux populations touchées, les principes sensibilité aux conflits et ne pas nuire sont respectés, et les approches de durabilité sont mises en place

Résultat 4 : Le projet est redevable aux populations touchées, les principes sensibilité aux conflits et ne pas nuire sont respectés, et les approches de durabilité sont mises en place.

Produit 4.1 : Les analyses sensibles aux conflits et les approches « ne pas nuire » sont assurées

Huit ateliers de formation sur le renforcement des capacités des leaders communautaires, les autorités locales, les jeunes à risque, les présidents des couches communautaires sur la gestion et la résolution des conflits/différends, protection communautaire, la notion sur le Do No Harm était tenue en raison d'un atelier par zone (Nizi, Tchomia, Masumbuko, Pimbo, Kpandroma, Bule, Fataki, Blukwa) dans la période du Mars 2021 au Mai 2022. Ces formations avaient ouvert la brèche des analyses sensibles aux conflits dans toute la zone de mise en œuvre du projet. Quatre ateliers d'analyse sensible aux conflits avaient été tenus dans les 4 communautés dont Nizi, Tchomia, Bule et Pimbo du 1^{er} au 19 Août 2021 et ont concernés 120 participants.

A travers ces activités d'analyses, la dynamique conflictuelle avait été actualisée dans les 8 zones d'intervention dans lesquelles les autorités, leaders communautaires et les jeunes avaient pris part aux discussions. Cette activité s'inscrivait dans les préparatifs de la suite des activités du projet pour la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les membres des toutes les couches des communautés du Territoire de Djugu. Cela incluait l'élaboration des critères, ciblage des bénéficiaires, mise en place des comités de sélection et des gestions des plaintes, formations des leaders communautaires, jeunes à risque, les autorités locale, organisation des matchs intra et intercommunautaires, échanges inter et intracommunautaire, constitutions des groupes sociaux à travers le regroupements agro-pastoraux, AVEC, MUSO, AGR, les actions des différents plaidoyer au niveau provincial et territorial ainsi que local au niveau des chefferies.

Au total 8 ateliers d'élaboration de la stratégie de sortie en raison d'un atelier par zone d'intervention étaient tenus par DRC et ses partenaires (Justice Plus, AJEDEC et ASSOCITURI) dans la période allant du 02 au 14 mai 2022 et 240 personnes en raison de 30 personnes par zone (les autorités locales, les leaders communautaires, les représentants des organisations des jeunes, des femmes et la société civile) avaient participés dans toute la zone de mise en œuvre du projet « Pour Un Djugu Pacifique ».

16 séances de formation sur la protection, genre avaient été tenues en raison des deux séances par zones pour renforcer la capacité des staffs membres du consortium de mise en œuvre du projet pour un djugu pacifique de faciliter l'analyse et référencement des cas des violences communautaires suivi par une mission conjointe d'élaboration d'une cartographie des SPC dans les 8 zones.

Produit 4.2: Le projet est redevable aux populations touchés et l'accès aux zones prioritaires est renforcé

Le projet a commencé par un atelier de lancement réunissant les parties prenantes au projet à Bunia et s'est clôturé par un atelier était tenu en novembre 2022 à Fataki dans le but de rendre compte aux communautés bénéficiaires les résultats atteints suite à la mise en œuvre pour assurer la durabilité et une bonne sortie du projet dans la zone. Cette activité avait permis aux membres du consortium du projet d'identifier les leçons apprises qui seront capitalisées dans les opportunités prochaines. 121 personnes avaient pris part à cet atelier dont 47 femmes venant de Nizi, de Pimbo, de Kpandroma, de Masumbuko, de Blukwa, de Fataki, de Tchomia et de Bule. Lors de cette activité, les autorités provinciales, territoriales, les chefs des secteurs, chefs des groupements, les représentants des jeunes, les présidents des différentes sociétés civiles, les représentants de nos bénéficiaires et les organisations humanitaires œuvrant dans le domaine de stabilisation avaient été invités à y prendre part.

26 actions de vulgarisation des politiques et mécanismes de redevabilité de DRC pour lutter contre la corruption, les détournements de fonds étaient organisées dans les 8 zones de mise en œuvre. Il est à noter que cette activité était exécutée concomitamment avec les autres activités du projet par chaque membre du consortium et les associations des jeunes/femmes accompagnées par le projet y compris les membres de la société civile. C'est grâce à cette activité que les membres des communautés remontaient les plaintes soit via la ligne verte soit dans les boîtes à suggestion.

Cette vulgarisation de ces mécanismes et politiques de redevabilité avait facilité l'interaction des membres de la communauté bénéficiaire avec les membres du consortium « Pour Un Djugu Pacifique ».

Le consortium via DRC qui est le leader a enregistré 338 plaintes sur la cible était de 150 avec un pourcentage de traitement, et clôture de 70% ont été reçues et ont fait l'objet d'un feedback. 308 d'entre elles venaient de la ligne verte mise en place. Les 130 plaintes restantes venaient des boîtes à suggestion. Sur les 338 plaintes reçues, 289 ont pu être clôturées.

Il faut noter que le feedback et la fermeture de certaines plaintes avaient été difficiles à cause du fait que certains numéros de téléphone sur ces plaintes n'étaient pas joignables. Mais également, certains retours d'information issues de boîtes à suggestions étaient anonymes, d'où la difficulté à retracer les déclarants.

Cependant, le consortium mettait un point d'honneur à l'organisation des ciblage des bénéficiaires et l'explication claire de l'action menée afin de garantir des conditions favorables pour la mise en œuvre. Le ciblage étant réalisé pour la majeure partie des activités, les actions de visibilité et d'échanges avec les communautés se sont souvent concentrées sur un suivi régulier de la mise en œuvre avec les communautés, des politiques antifraude et anticorruption, tolérance zéro contre les exploitations et abus sexuels et de rappel des mécanismes de plaintes mis en place. Il était parfois question de présenter les activités de nouveau et de placer certains matériels de visibilité pour une bonne compréhension du mécanisme utilisés dans le cadre du projet. Pour exemple, 10 panneaux de visibilité du projet avaient été installés dans les 8 zones de mise en œuvre des activités HIMO où DRC et ses 3 partenaires avaient régulièrement mené des activités de construction des infrastructures communautaires pour la promotion de l'acceptance au sein de la communauté bénéficiaire.

Produit 4.3: Le Suivi, évaluation, et apprentissage avec tous les partenaires est assuré, et les leçons intégrées dans la mise en œuvre

Une revue opérationnelle en lien avec les réunions de mi-parcours avait été tenue avec tous les partenaires lors de l'arrivée du nouveau Project Manager de DRC. Cette réunion était l'occasion de faire un point sur le contexte sécuritaire, l'avancement des activités, les difficultés rencontrées (particulièrement s'agissant du contexte sécuritaire, de la disponibilité des autorités locales, de la NCE et du suivi MEAL des activités). Ces activités étaient renforcées par l'organisation des 12 réunions de pilotage qui avaient été tenues soit en ligne soit en présentiel à Bunia. Lors de ces rencontres, toutes les 4 organisations échangeaient sur l'avancement des indicateurs/activités du projet, analyse du contexte, l'identification des défis/difficultés rencontrées par les membres du consortium et tiraient des leçons pour les mois prochains. Les 3 chefs de projet (JUSTICE PLUS, ASSOCITURI ; AJEDEC), le Chargé de Liaison du consortium, 3 superviseurs terrain de chaque partenaire et un Chef d'équipe construction y avaient participé. Des leçons apprises étaient capitalisées dans la mise en œuvre pour faire avancer les indicateurs axés sur l'efficacité et l'impact dans la zone.

Quatre ateliers d'apprentissage avec les membres du consortium pour l'actualisation des bases de données et la compréhension des indicateurs du projet avaient été organisés à Bunia en juin et octobre 2022. Cette rencontre avait permis la compréhension des indicateurs et leur niveau d'avancement dans la mise en œuvre du projet suivi par plusieurs réunions avec les bailleurs pour avoir le même point de vue sur la compréhension du projet.

Produit 4.4: La durabilité du projet est améliorée par le renforcement de capacité des partenaires et communautés

Pour assurer la durabilité, une approche communautaire axée sur la participation communautaire (recours à la main d'œuvre locale) par l'approche HIMO, AVEC, AGR, MUSO, Groupements Agro-pastoraux suivi

par des formations des membres des associations (des femmes, jeunes), de dotation en kits de sensibilisations dans le cadre de la stratégie de sortie, achats des champs et location dans une période de 3 à 8 ans s par les membres des AVEC, MUSO, la mobilisation des autorités dans les activités de cohésion mise en œuvre par les femmes avaient facilité l'appropriation des activités par les membres des différentes communautés.

2.2 Progress de la mise en œuvre

2.2.1 Exécution du Plan de travail et du budget
Objectif Spécifique 1 : La cohésion sociale et la résilience intra et inter-communautés sont renforcées avec un focus sur les jeunes à risque et les communautés affectées par le mouvement CODECO
Résultat 1 : L'inclusion sociale des groupes à risques (jeunes à risques et les communautés affectées par le mouvement CODECO) dans les communautés est renforcée
Produit 1.1 : Les activités socioéconomiques de haute intensité en mains d'œuvre (HIMO) mise en place améliorent la cohésion sociale.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. L'extension des 4 mois du 1 ^{er} août au 31 décembre 2022 avait permis de finaliser les activités du Projet « Pour Un Djugu Pacifique ». Toutes les activités HIMO avaient été réalisées dans les 8 zones de mise en œuvre du projet.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. Le budget était bien consommé conformément aux activités planifiées dans le projet.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Une bonne participation de femmes à ces activités HIMO avait été observée à partir du choix des infrastructures communautaires à construire/ réhabiliter jusqu'à leur réalisation. On avait observé 39% de femmes qui avaient participé aux activités HIMO pour les constructions/réhabilitations des infrastructures communautaires dans les 8 zones de mise en œuvre du projet dont le bâtiment administratif du centre de santé de Pimbo, marchés commerciaux de Fataki et Masumbuko, 4 points à Kpandroma, stade de football à Bule, 10 km de route de serte agricole à Blukwa, 5km de route (traitement de points chauds) à nizi, et 2.1 km de voirie principale à Tchomia.
Produit 1.2 : Les jeunes sont capables d'identifier et d'analyser les risques de violence et sont actifs et engagés à mener des actions de pacification
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Après le renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des structures des jeunes, ces dernières sont devenues très actives dans les monitorings sécuritaires, les référencement des victimes de violence communautaires, les plaidoyers locaux à travers les activités des journées portes ouvertes et des mobilisations communautaires, de sensibilisations sur la cohésion sociale dans toutes les zones d'intervention du projet.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui, la consommation budgétaire a respecté la mise en œuvre du plan de travail grâce à l'extension de 4 mois accordés pour la mise en œuvre du « Projet Pour Un Djugu Pacifique ».
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? L'aspect genre a été respecté pour ce projet. En effet les formations, séances d'échanges, et réunions de coaching pour les jeunes ainsi que les effectifs des associations des jeunes avaient permis une représentation importante des jeunes et des femmes pendant la mise en œuvre de ce projet.
Produit 1.3 : Les personnes touchées par les violences de Djugu bénéficient d'une prise en charge holistique à travers des activités de soutien psychosocial.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. La protection et la prise en charge psychosociale sont des activités permanentes qui avancent de manière satisfaisante grâce à l'implication des membres des associations féminines, des jeunes et l'approche communautaire du projet impliquant les points focaux et les agents psychosociaux.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre de services de protection rendus.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? L'approche communautaire avait facilité l'intégration du genre à travers les membres des organisations féminines, des jeunes et les points focaux accompagnées par les partenaires membres du consortium qui sont regroupées en réseaux des associations des femmes et des jeunes. Les membres de ces OBC étaient très actifs dans les activités des référencement des cas de protection selon les besoins de la victime.

Produit 1.4 : La capacité de résilience et de cohésion sociale des jeunes à risques (hommes et femmes) affectés par le mouvement de CODECO est renforcée grâce aux activités sportives et culturelles
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Malgré la suspension des activités sportives intercommunautaires après un match joué à Bule et une tentative d'organisation d'un match entre les Hema et Lendu à Tchomia les activités intracommunautaires étaient réalisées dans toutes les 8 zones de mise en œuvre du projet
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. Le Budget affecté pour ces activités sportives intercommunautaires avait été réorienté dans les activités d'accompagnement de P-DDRCS pour la vulgarisation du Plan Opérationnel au profit des acteurs de la stabilisation dans la province de l'Ituri et une autre partie réaffectée à l'activité de dialogue intercommunautaire organisée à Fataki.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La participation des femmes était observée lors des journées portes ouvertes ; soit 540 jeunes dont 206 femmes et 334 hommes ainsi que 48 autorités locales et leaders communautaires (40 hommes et 8 femmes). Suivi des 556 personnes qui avaient participé à ces barzas dont 232 femmes et 324 hommes. Des équipes féminines étaient aussi considérées lors de l'organisation d'événements sportifs intracommunautaire. Il faut également noter que la célébration culturelle organisée le 08 mars à l'occasion de la journée de la femme était un grand succès durant la mise en œuvre du projet « Pour Un Djugu Pacifique ».
Objectif Spécifique 2 : La cohésion sociale inter-intracommunautaire est renforcée et le risque que des jeunes défavorisés rejoignent des groupes armés est réduit dans le territoire de Djugu
Résultat 2 : La réintégration économique des membres des groupes à risque et communautés affectées est améliorée.
Produit 2.1 : Les capacités économiques des ménages et la cohésion sociale entre les membres des communautés affectées par le mouvement CODECO sont améliorées au travers les activités socioéconomiques
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les activités génératrices des revenus, les activités agricoles et pastorales, les associations de micro crédit avaient été mise en place et accompagné par le projet « Pour Un Djugu Pacifique ». Les calendriers des saisons culturelles mis en place étaient respectés. L'économie des bénéficiaires était revue à la hausse grâce à la commercialisation des produits agropastoraux après la récolte et d'autre membres des communautaires bénéficiaires indirectes du projet témoignent de l'amélioration de la sécurité alimentaire et la fréquence des cas de malnutrition avait baissé dans les zones de mise en œuvre (cfr le témoignage du Médecin Directeur du centre de santé de Pimbo et Rethy à Kpandroma).
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées et planifiées dans le projet « Pour Un Djugu Pacifique ».
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le genre était intégré dès le début du projet à travers la composition des comités de sélection des bénéficiaires. 60% des membres de ces comités sont des femmes. 60% des membres des groupements agricoles sont des femmes. Les associations de micro crédit étaient constituées en majorité par des femmes (65%). Il en était de même pour les groupes AGR et leurs participants (58%).
Produit 2.2 : La réintégration socioéconomique des jeunes à risque et communautés affectées est améliorée au travers les diverses formations en métiers professionnels, sur les compétences de vie, gestion financière, prévention des conflits.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les activités de réintégration socioéconomique avaient été réalisés selon le plan de travail dans toute la zone de mise en œuvre du projet au sein des communautés de Tchomia, Pimbo, Nizi, Kpandroma et Blukwa, Masumbuko, Bule, Fataki.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le genre était intégré à partir de l'étape de sélection des bénéficiaires d'AGR tout au long du projet. En effet, pour les activités de réintégration économique par exemple, avec les ateliers organisés par AJEDEC, nous avons noté une forte représentation des femmes avec 123 participantes sur 193, soit 64% de femmes.
Produit 2.3 : L'autonomisation des femmes et des jeunes en risques est renforcée à travers les activités génératrices de revenus et l'accès aux crédits.
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Le plan de travail était exécuté selon l'esprit du projet parce que les AGRs et AVEC mis en place et les membres avaient bénéficiés de l'appui financiers et technique pour leurs développements en termes de capital financier. Les membres des AVEC font des cotisations hebdomadaires qui leur permettent d'investir en fonction de leurs besoins, expertise ou

<p>intérêts et cette cotisation a permis à certain groupement de s'acheter des champs pour l'agriculture pérenne dans la zone. Tel était le cas de l'AVEC de Kpandroma, Bule, Fataki et Tchomia.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées et planifiées.</p>
<p>Objectif Spécifique3 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation, et sont reconnues comme actrices de changement social.</p>
<p>Résultat 3.1 : Les femmes influencent, et participent à toutes les étapes des processus de stabilisation et de consolidation, et sont reconnues comme actrices de changement social</p>
<p>Produit 3.1. Les femmes sont organisées au sein des structures locales en base communautaire et sont formées sur les différentes thématiques liées à la promotion de la femme</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Après l'appuis technique des organisations des femmes regroupées en réseau, celles-ci organisaient des réunions pour évaluer la situation sécuritaire et partagent avec les autorités de la zone lors des différentes réunions de sécurités.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? L'influence et l'acceptance de voix féminines était une nette progression dans les communautés d'intervention grâce à la participation active dans des réunions organisées par les comités de sécurités et partages des alertes sécuritaires auprès des autorités qui ont aidé ces dernières à bien maîtriser la sécurité dans leur zone. A la suite ce processus, 2 femmes étaient nommées membres permanentes dans le conseil local de la sécurité à Nizi et Blukwa. Par ailleurs, 180 femmes membres de différentes associations étaient impliquées dans les renforcements de la coexistence communautaire et cohésion sociale à travers les activités de sensibilisation sur les Droits humains pour la mitigation et la lutte contre les violences communautaires. Elles avaient posé des actions de plaidoyer au niveau provincial et territorial pour réclamer leurs participations dans les instances de prise des décisions afin de participer activement au processus de stabilisation dans le territoire de Djugu.</p>
<p>Produit 3.2. Les femmes et les jeunes filles participent dans des instances de prise des décisions à tous les niveaux.</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les femmes avaient posé des actions de plaidoyer auprès des autorités provinciales, territoriales et chefferies. Cela avait donné comme résultats la nomination des deux d'entre elles dans le conseil local de la sécurité comme membre permanent au niveau de la chefferie à Tchomia et Blukwa. A la suite de ceci, les autorités locales ont commencé à prendre en compte les opinions des femmes lors des réunions de sécurité et stabilisation qui étaient organisées au niveau local et au niveau provincial. Pour renforcer ces actions, les autorités territoriales et provinciales avaient signé des actes d'engagement pour accompagner les femmes dans la mise en œuvre des plans d'action communautaire et implication dans les instances de prise des décisions.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est proportionnelle au plan d'activités.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le genre était intégré dans la période considérée dans la mesure où les femmes membres des associations féminines étaient au cœur de l'organisation des activités de ce projet. Elles étaient coachées, suivies/accompagnées par les partenaires ; membres du consortium « Pour Un Djugu Pacifique ».</p>
<p>Produit 3.3. Les femmes mènent des actions visant le changement social et la prise en compte du genre dans les processus de la paix</p>
<p>La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les femmes ont réalisé des sensibilisations/mobilisations communautaires pour la cohésion sociale et la cohabitation pacifique entre les membres des communautés en conflits ainsi que le référencement des cas de protection vers les services de prise en charge (médical, psychologique et autre type d'assistance) dans leurs communautés avec une certaine efficacité. Elles ont élaboré un plan de travail communautaire qui regorgent toutes les activités facilitant le renforcement de cohésion sociale et cohabitation pacifique au sein de leurs communautés dans les 8 zones de mise en œuvre du projet pour un Djugu pacifique.</p>
<p>La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées et planifiées.</p>
<p>Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le genre était intégré dans la période considérée dans la mesure où les femmes membres des associations féminines étaient au cœur de l'organisation des activités de ce projet. Elles étaient coachées, suivies ou accompagnées par le partenaire ASSOCITURI.</p>

Objectif Spécifique 4 : Le projet est redevable aux populations touchées, les principes sensibilité aux conflits et ne pas nuire sont respectés, et les approches de durabilité sont mises en place
Résultat 4 : Le projet est redevable aux populations touchées, les principes sensibilité aux conflits et ne pas nuire sont respectés, et les approches de durabilité sont mises en place.
Produit 4.1
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les activités liées à la production d'analyses sensibles au conflit étaient réalisées, tout comme les ateliers d'apprentissage et de partage des leçons apprises. Les principes Do No Harm étaient respectés et la durabilité du projet assurée par la dotation en kits de sensibilisation aux associations des jeunes dans toute la zone et le renforcement des capacités des toutes les couches des communautés cibles (autorités, leaders communautaires, les femmes et les jeunes). Ces aspects susmentionnés ont facilité la pérennisation des activités du projet par leurs implications.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le genre était considéré durant l'implémentation des activités de ce projet avec une représentation importante des 52 femmes soit 43,3% lors des ateliers d'analyses sensibles au conflit ou encore lors des consultations communautaires réalisées dans le cadre de la préparation d'un plan de sortie pour le projet et autres activités en termes de sensibilisation et formation sur les Do no harm, transformation des conflits et réunions organisée dans le cadre de mise en œuvre du projet.
Produit 4.2 : Le projet est redevable aux populations touchés et l'accès aux zones prioritaires est renforcé
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. Les comités de redevabilité, les panneaux de visibilité et des affiches avec les messages de lutte contre les détournements des fonds, les vols et PSEA se trouvent désormais dans toutes les zones d'intervention. DRC a tenu 208 séances de sensibilisation et vulgarisation des politiques et numéro vert de DRC et mobilisation de la communauté à raison d'une séance par mois et par zone sur comment dénoncer un cas de violation de leurs droits à l'accès à l'aide humanitaire et autres situations qui éternisent l'image de l'organisation ont été tenue dans toutes les communautés cibles avec l'accent sur la participation des hommes et des femmes.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées.
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? La composante genre était intégrée dans l'implémentation des activités dans toute la zone de mise en œuvre du projet.
Produit 4.3 : Le Suivi, évaluation, et apprentissage avec tous les partenaires est assuré, et les leçons intégrées dans la mise en œuvre
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. 3 ateliers d'apprentissage étaient tenus au mois de Juin 2021, Mai 2022 et Septembre 2022 en faveur des partenaires du consortium à l'occurrence Justice Plus, AJEDEC, ASSOCITURI et DRC pendant la mise en œuvre du projet et des missions techniques avec le comité de pilotage et les membres du consortium étaient organisées dans toute la zone. Ces missions avaient beaucoup aidé les membres du consortium à identifier les leçons et échanger sur les défis pour faire avancer les activités dans l'esprit du projet.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées
Comment le genre a été intégré dans la période considérée ? Le plan de suivi des indicateurs intègre la collecte des informations liées aux aspects genres et était respecté dans la mise en œuvre du projet. Les communautés bénéficiaires étaient informées et sensibilisées sur le taux minimum de 40% de femmes à respecter dans la mise en œuvre de toutes les activités.
Produit 4.4: La durabilité du projet est améliorée par le renforcement de capacité des partenaires et communautés
La mise en œuvre du plan de travail est-elle en bonne voie ? Oui. La stratégie de durabilité était garantie par l'approche communautaire utilisée lors de la mise en œuvre des activités. L'implication des autorités et leaders communautaires, le recours des mains d'œuvres locales, le renforcement des OBC des femmes qui sont déjà très actives dans la communauté assurera la pérennisation des activités à la fin du projet. La dotation en kits de sensibilisation aux associations des jeunes était un moyen de faciliter la pérennisation des activités de cohésion sociale dans toute la zone.
La consommation du budget est-elle en bonne voie ? Oui. La consommation du budget est cohérente avec le nombre d'activités réalisées.

2.3 Défis et mesures de mitigation

2.3.1 Défis principaux rencontrés

L'insécurité dans la zone a été un grand défi durant la période de mise en œuvre surtout dans les communautés de Kpandroma, Fataki, Bule, Pimbo et Tchomia où les membres de groupes armés semaient la terreur avec la déclaration du chef de groupement de Tchomia sur la reprise des armes de son groupe armé, ou encore l'attaque de groupes armés dans le groupement de Djaiba. L'activisme de différents groupes armés a eu des répercussions sur la mise en œuvre du projet suite aux déplacements de nos bénéficiaires membres des AVEC, AGR, Groupements Agro-Pastoraux de Fataki, Bule, Pimbo, Kpandroma vers les zones peu sécurisées. Ceci a perturbé le bon fonctionnement de ces structures communautaires en 2022 qui se sont retrouvées éparpillées et en difficultés de bien fonctionner.

La non disponibilité des certaines autorités territoriales et chefs des chefferies /secteurs pour la prise des grandes décisions surtout pour les activités importantes, ou intercommunautaires a constitué un grand défi durant la période, à la fois d'un point de vue sécuritaire. C'est au mois de juillet 2022 que ces autorités ont commencé à s'impliquer dans la mise en œuvre du projet.

L'implication des certains leaders d'opinion issu des communautés ciblées par le projet dans l'obstination des membres des communautés au niveau local dans la prise de décision sur la mise en œuvre des certaines activités de cohésion/rapprochement communautaires (le cas des activités sportives intercommunautaires à Bule et Tchomia).

2.3.2 Défis et mesures de mitigation

Défis	Mesures de mitigation
Insécurité généralisée par l'activisme de membre des groupes armés dans la zone.	Recrutement des agents terrains en s'appuyant sur les mains d'œuvre locale et analyse de la situation sécuritaire et action d'accès humanitaire par l'agent de la sécurité et accès humanitaire de DRC
Non disponibilité de l'AT dans la zone et d'autre chefs coutumiers	Implication de l'AM dans la mobilisation de l'AT pour sa disponibilité et l'acceptance du PM par les autorités grâce à son leadership a facilité la matérialisation des responsabilités des autorités dans les actions mises en œuvre par le consortium au niveau locale en faveurs de la cohésion sociale et la cohabitation pacifique.
L'implication des certains leaders d'opinion issus des communautés ciblées par le projet dans l'obstination des membres des communautés au niveau local dans la prise de décision sur la mise en œuvre des certaines activités de cohésion/rapprochement communautaires	Les parties prenantes au projet ont décidé de prendre ce défi en tant qu'une leçon apprise du projet.

2.3.3 Actions correctrices face au retard de mise en œuvre (le cas échéants)

Des réunions techniques dans une période de 6 mois avaient été tenues pour adapter les stratégies de mise en œuvre au contexte et la révision du plan d'activité par rapport à la réalité budgétaire. La validation d'une demande d'extension sans coût avait également permis de rectifier et ajuster les plans de travail afin d'assurer l'atteinte des objectifs fixés pour le projet.

Des visites terrain et les analyses sécuritaires par le chargé de la sécurité et d'accès humanitaire étaient organisées régulièrement avant qu'une quelconque réalisation d'activité dans la zone d'intervention ne soit entreprise. L'arrivée d'un nouvel Area Manager et le recrutement d'un nouveau chef de projet de DRC avaient donné un nouveau souffle après la démission de deux précédant Project Manager, dans la mobilisation des staffs pour la mise en œuvre des activités sur terrain. Un appui technique plus régulier de la coordination DRC de Goma a également participé à l'ensemble des actions correctrices mises en place pour faire face au retard de mise en œuvre du projet.

3.1 Contexte et engagement politique

3.1.1 Contexte

Malgré les efforts du gouvernement pour mettre fin aux conflits armés dans le Territoire de Djugu en signant des accords de paix, l'activité de différents groupes armés est régulière ou s'intensifie et sème l'insécurité dans la zone d'intervention surtout dans la zone de santé de Drodro à Blukwa, masumbuko et dans la zone de santé de Rethy à kpandroma, et celle de Fataki tout au long de la RN27 causant des graves violations et atteintes aux droits de l'homme et humanitaires.

Cette situation a occasionné des déplacements de 91 650 personnes⁷ et d'autres violations graves des droits de l'enfant. Cette intensification de l'activité des groupes armés a impacté les staffs du consortium du point de vue de leur efficacité (mobilité réduite, heures de travail tronquées, etc...).

Toutefois, au mois de mai et juin 2022, le gouvernement et les leaders de certains groupes armés ont tenu deux réunions officielles dans les groupements de Pimbo et de Libi dans le cadre de préparatifs à une intégration des membres de ces groupes armés au sein de FARDC.

Malgré le retard du démarrage du programme DDRC-S (désarmement, démobilisation, réinsertion communautaire et stabilisation), l'élaboration inclusive du PO a donné un espoir aux leaders des groupes armés et plusieurs réunions entre le gouvernement et les leaders communautaires à Kpandroma se sont intensifiées pour mobiliser les membres des GA à adhérer au programme DDRC-S.

Cependant, de retour du dialogue de Nairobi, le CODECO s'est fractionné en deux groupes « ceux qui sont pour processus des désarmements et ceux qui sont contre ce processus ».

Par ailleurs, la communauté locale en général (femmes, jeunes) est ouverte à une mobilisation pour stabiliser la paix et renforcer la coexistence entre les communautés Lendu et Hema dans la zone de mise en œuvre du projet. Les jeunes et les femmes de la communauté continuent de mener des activités de sensibilisation sur la non-violence et découragent l'adhésion des jeunes dans les groupes armés. Ils sont parfois appuyés par les autorités qui participent à nos activités.

Enfin, dans le territoire voisin d'Irumu, il s'est observé une naissance d'un nouveau GA appelé « Chini ya Tuna » qui influence négativement le contexte sécuritaire dans le Territoire de Djugu où le projet a été exécuté avec l'implication des membres de la communauté. Ces derniers mènent des activités de la stratégie de sortie pour la pérennisation / durabilité du projet.

Un autre élément du contexte est lié aux conflits fonciers non résolus et l'ignorance du système de fonctionnement de l'appareil foncier mais aussi le dysfonctionnement de l'appareil judiciaire reste un grand défi, une fois relevé la cohésion sociale peut être renforcée par la diminution des conflits fonciers, identitaires et coutumiers.

3.1.2 Engagement politique

Au début du projet, l'Administrateur du Territoire ne s'impliquait pas dans les activités humanitaires car il ignorait quel serait l'apport du projet dans le processus de la stabilisation et pensait que la question de stabilisation était la seule préoccupation des autorités. Une de ses responsabilités était de convoquer des réunions et faire suivi de certains des engagements pris pour la promotion de la paix et la stabilisation de la zone.

Cependant, depuis le mois de mai 2022, l'AT s'est engagé, après avoir été mobilisé par DRC sur son rôle et l'importance de s'impliquer aux initiatives locales de paix. A cet effet, L'A.T a pris engagement de commencer à organiser les réunions du Groupe Thématique Stabilisation dans son territoire jusqu'à la fin de mise en œuvre du projet ».

Il faut également noter que l'implication de l'Area Manager DRC et le chef du projet en Ituri a également poussé le chef du secteur de Pimbo à s'engager aussi à mobiliser les jeunes de son entité de se désolidariser des groupes armés de sa zone. Le chef du secteur de Pimbo a commencé à mobiliser les jeunes mais a aussi participé à des réunions avec le gouvernement dans son groupement dans le but de préparer le retrait de certains jeunes de son entité de groupes armés et il a accepté d'y mettre le centre de regroupement des jeunes qui se désolidarisent avec les GA.

Pour montrer l'engagement militaire dans le processus de la restauration de la paix et renforcer la cohésion sociale dans la zone, un match de football entre les civils et les militaires avait été organisé à Fataki en date du 21 Août 2022 et à Tchomia en date du 04 septembre 2022. Ces événements ont facilité la collaboration

⁷ file:///C:/Users/KC019/Downloads/note-info2_ituri_du_1er_au_31_mai_.pdf

entre militaires et communautés pour la stabilisation et la promotion de la cohésion sociale de toutes les couches sociales. Cette collaboration civilo-militaire a cependant permis à ces derniers d'identifier les zones à haut risque et d'y déployer un dispositif sécuritaire en vue de limiter les risques de violence communautaire. L'implication des membres des toutes les couches et catégories des communautés dans l'élaboration et la validation du Plan Opérationnel Provincial de P-DDRCS et la participation des autorités dans les différentes activités du projet et réunions des stabilisations sans tenir compte de l'argent prouvent l'engagement du corps politiques à accompagner le projet « Pour Un Djugu Pacifique ».

3.2. Coordination avec les autres interventions de stabilisation

Effort de coordination	Partenaire de la stabilisation
Dans la cadre des activités de cohésion sociale, nous avons collaboré avec Search For Common Ground (avec Centre Résolution Conflits), qui implémente le projet sur le dialogue démocratique et APC qui met en œuvre des activités de gestion des conflits, DAI qui travaille sur les conflits opposant les agriculteurs et les éleveurs	Search for Common Ground, /Pamoja Kwa Djugu / FCS, DAI et APC.
Nous avons aussi collaboré avec le consortium CORDAID (CORDAID, VNGI, FOMI, JUSTICE-PLUS) qui intervient dans le pilier restauration de l'autorité de l'Etat, à travers le projet ESPAD.	Cordaid/projet Ensemble pour la sécurité et la paix à Djugu / FCS
Nos réalisations du secteur agro-pastorales ont été régulièrement partagées avec le Cluster sécurité alimentaire. Ce qui a permis la visibilité de nos interventions sur l'infographie de l'Ituri et partage des activités de stabilisation dans les foras de stabilisation à Bunia et Djugu avec les acteurs de stabilisation dans la zone	FAO, lead du cluster sécurité alimentaire, GTS et cluster protection.
Au cours de la mise en œuvre de ce projet, un rapport régulier a été soumis à la MONUSCO sur le déroulement des activités sur terrain ; Nous avons mis en place un mécanisme de suivi permanent après chaque 6 mois pour évaluer la pertinence des activités sur le terrain ceci en collaboration avec le Gouvernement Provincial, le service de sécurité et l'administration locale. Au cours de la visite la cellule Technique de Suivi d'avril et novembre 2022 avant la remise des infrastructures communautaires, des orientations techniques données à l'intention de tous les partenaires et ces derniers en ont fait bon usage. Cela a fait qu'il y ait eu un rapprochement entre les organisations membres du consortium dans la communauté et renforcer leurs présences dans la communauté pour le suivi régulier des activités menées par les OBC des jeunes et les recrutements des staffs des partenaires avaient été fait dans les communautés bénéficiaires pour assurer l'acceptance du projet dans la zone.	MONUSCO Pour un Djugu pacifique : cohésion sociale, réintégration économique, et engagement des jeunes et des femmes pour la pacification du territoire de Djugu / Conseil Danois pour les Réfugiés, Justice Plus, ASSOCITURI, AJEDEC / FCS

3.3. Renforcement de capacité des acteurs nationaux et locaux

<p>Avez-vous effectué un renforcement des capacités (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) des partenaires nationaux et locaux (gouvernementaux et non gouvernementaux) non prévu dans votre programmation ?</p> <p>Oui. L'indicateur 'Nombre des ateliers d'apprentissage et partage des leçons organisées étaient atteints et des ateliers de renforcement de capacités étaient tenus, sur le genre, la protection, la gestion des conflits avec un focus sur la cohésion sociales et la cohabitation pacifique.</p> <p>Cependant des séances de renforcement des capacités, des orientations techniques, des séances de suivi rapproché des organisations des femmes et jeunes sur le terrain étaient tenues durant toute la période de réalisation du projet en vue d'évaluer la pertinence des programmes pour adopter de nouvelles approches. Ces séances avaient permis d'orienter les équipes vers une consultation communautaire en vue de préparer un plan de sortie qui est déjà en cours d'exécution par les membres des communautés via les leaders communautaires, associations féminines et associations des jeunes accompagnés par les autorités politico administrative et coutumières dans la zone de mise en œuvre du projet.</p>
<p>Avez-vous identifié des besoins de renforcement des capacités nationaux et locaux (aspects techniques, gestion de projet, suivi-évaluation, genre, planification, reporting, etc) de partenaires (gouvernementaux et non gouvernementaux) ?</p> <p>Oui. Certains modules en rapport avec la gestion et la prévention des conflits à l'intention des autorités politico- administratives, des leaders communautaires, des jeunes et femmes pour apporter leur appui dans</p>

la sensibilisation des groupes armés à réintégrer le processus de P-DDRCS un programme bénéfique pour la réinsertion sociale des personnes ayant participées aux exactions de l'Ituri étaient identifiés. D'un point de vue interne au consortium, les besoins de renforcement de capacités des partenaires avaient été identifiés, ceux-ci étaient liés aux thématiques de suivi-évaluation, de certains aspects techniques de la protection, du rapportage et de la planification. Ces besoins étaient adressés par les séances des formations de renforcement des capacités pendant la mise en œuvre du projet avec un impact direct sur la mise en œuvre du projet dans les cinq derniers mois.

3.4 Intégration de l'approche genre dans le projet

Au cours de la mise en œuvre des activités du projet, l'aspect genre était pris en compte. Chaque activité était réalisée en tenant compte cette composante essentielle et surtout lors de la sélection des bénéficiaires. Les activités du résultat 3 démontrent l'impact important et le rôle majeur que les associations féminines ont joué dans leurs communautés. En effet, dans le cadre de ce projet, les femmes ont contribué activement au processus de mobilisation des jeunes pour qu'ils sortent des groupes armés afin d'intégrer le processus P-DDRCS dans le territoire. De manière générale, les femmes ont réalisé des activités des sensibilisation, mobilisations communautaires sur les cohésions sociales, cohabitations pacifiques, résolution collaborative des conflits, référencement des victimes des violences communautaires, activités de prise en charges psychosociale dans la zone de mise en œuvre.

3.5 Leçons apprises

- **Impliquer les autorités dans la mise en œuvre du projet** : L'implication des autorités dans la mise en œuvre des projets de stabilisation facilite l'appropriation de ce programme par la population. Cette implication facilite aussi une certaine complémentarité entre les différents projets de stabilisation mise en œuvre dans leurs entités. Ex: les activités de réhabilitation du centre de santé de Pimbo ont avancé après l'implication du chef de secteur et les Médecin Directeurs.
- **Sélection des bénéficiaires** : L'implication des membres de la communauté dans l'élaboration des critères d'identification et sélection des bénéficiaires est un moyen efficace permettant de limiter les contestations et les plaintes. 126 personnes dont 33 femmes avaient intégré le comité de ciblage des bénéficiaires. Grâce à ces processus les potentiels risques liés aux activités programmées avaient été bien identifiés. Cette approche communautaire mobilisait les bénéficiaires à s'impliquer dans l'analyse des risques dans toutes les zones d'intervention et d'être favorables à la bonne mise en œuvre de ce projet.
- **Coordination des activités** : Impliquer les acteurs de stabilisation à travailler dans la coordination des activités rend la coordination des activités de stabilisation active dans la zone et a permis d'intégrer le sous-groupe thématique stabilisation au chef-lieu du territoire de Djugu sous le lead de l'Administrateur du Territoire.

3.6 Etudes réalisées

Trois analyses sensibles aux conflits ont été réalisés durant la mise en œuvre du projet « Pour Un Djugu Pacifique ». En collaboration avec les communautés concernées et les autorités, nous cherchions à limiter au minimum les effets négatifs de l'action humanitaire sur les communautés locales ou sur l'environnement. Pour ce qui est des conflits, reconnaissant que la manière dont l'aide humanitaire peut être fournie ; elle est susceptible de rendre les civils plus vulnérables aux attaques, ou parfois d'avantager sans qu'on le veuille une ou plusieurs parties au conflit. Par ces analyses nous nous sommes engagés à réduire le plus possible les effets indésirables, dans le respect des principes humanitaires ». A cet effet ; une étude du marché a été réalisé dans le but d'analyser et identifier les métiers professionnels pouvant faciliter l'intégration socioéconomique des jeunes à risque. Les résultats de ces études ont aidé dans l'orientation de la stratégie de mise en œuvre du projet et orientation des jeunes à risque dans le choix de métier professionnel rentable et accessible dans les 8 zones de mise en œuvre.

3.7 Révisions de projet

Une révision du projet était validée le 20 juillet 2022 par le secrétariat technique provincial de l'Ituri, amenant le projet à être clôturé le 31 décembre 2022. Certaines activités comme celle des HIMO et les formations des jeunes, appuis des AVEC et MUSO étaient minimisées au début du projet alors que c'était parmi les activités phares du projet pour renforcer la cohésion sociale. Pendant la mise en œuvre, DRC a

revu la stratégie pour faire avancer ces indicateurs (activités) et demandé une extension de 4 mois pour les finaliser.

3.8 Illustration narrative spécifique (optionnelle)

Des histoires de succès ont été collecté par DRC et ses partenaires durant la mise en œuvre du projet. Pour y arriver, un entretien individuel avec les bénéficiaires a été réalisé par DRC et ses partenaires.

Partie 4 - **Evaluation des éléments du rapport**
 A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS.

4.1 Evaluation des éléments du rapport par le Secrétariat Technique ISSSS

Mise en œuvre du plan de travail et budget				
	3	2	1	N/A
Mise en œuvre du plan de travail et du budget				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre à temps ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les activités sont-elles mises en œuvre dans les limites du budget prévu ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure les défis ont-ils été activement gérés ?				
<i>Commentaire :</i>				
Progression vers les résultats attendus				
	3	2	1	N/A
Progrès vers l'atteinte des résultats attendus				
Dans quelle mesure les résultats attendus sont-ils en voie d'être atteints ?				
<i>Commentaire :</i>				
Qualité du rapport narratif et annexes obligatoires				
	3	2	1	N/A
Qualité du rapport narratif				
Dans quelle mesure les éléments de ces rapports sont-ils clairement expliqués ?				
<i>Commentaire :</i>				
Dans quelle mesure la budgétisation sensible au genre est-elle respectée ?				
<i>Commentaire :</i>				
TOTAL				

4.2 Commentaire générale du Secrétariat Technique ISSSS

A compléter par le Secrétariat Technique ISSSS (STAREC et UAS).

Partie 5 - **ANNEXES**

- Budget actualisé
- Plan de travail actualisé
- Cadre logique actualisé
- Histoires à succès